

Monsieur le Sénateur Cadic, Monsieur le Président Comair, Mesdames, Messieurs,

Tout d'abord, je vous remercie d'avoir organisé la rencontre d'aujourd'hui, qui a lieu en conclusion d'une année vécue encore de façon dramatique par les populations exténuées d'une région martyrisée par la guerre, par les conflits qui persistent sur le contrôle des ressources hydriques, en plus des effets dévastateurs des changements climatiques, dont les conséquences méritent une réflexion ample et approfondie.

Le manque d'eau dans la demie-lune de la Mésopotamie fait monter de jour en jour la tension et rend de plus en plus difficile la tâche de la diplomatie dans la recherche de solutions qui pourraient tenir compte de façon positive des intérêts des différentes parties en cause, y compris l'Iran, qui a été durement frappé par la sécheresse l'été dernier. A l'exigence de parvenir au plus vite à une égale répartition des sources limitées d'approvisionnement, s'opposent, se multiplient et se renforcent, les conflits et les revendications territoriales, motivées par l'exigence de contrôle des sources hydriques. Avec le développement du *Southeastern Anatolia Project*, le gouvernement turc entend manifester et consolider sa souveraineté et son droit incontestable de gérer les eaux du Tigre et de l'Euphrate, sans se soucier des droits des pays riverains en aval, la Syrie et l'Irak.

Le réseau des barrages réalisés en amont a drastiquement réduit en aval la portée de l'eau des deux fleuves, déjà sérieusement compromise par la pollution et par une utilisation effrénée pour l'irrigation. La sécheresse et la désertification qui sont les effets dramatiques du réchauffement global en cours, réduisent outre mesure les ressources hydriques déjà faibles du Croissant fertile, et mettent à dure épreuve l'économie agricole des populations, conditionnée essentiellement depuis plus de 4000 ans, par la disponibilité des eaux du Tigre et de l'Euphrate.

Le long des rives de ces deux fleuves, autrefois porteurs de prospérité et de bien-être, dans les territoires syriens et irakiens, règne la misère. Les changements climatiques et la dégradation de l'environnement ont un impact dévastateur sur les productions agricoles et sur la sécurité alimentaire, sur la disponibilité de l'eau, ainsi que sur la stabilité et sur la croissance économique de la région.

Les marais de la Mésopotamie ont été réduits de moitié. La sécheresse persistante a provoqué l'effondrement de l'agriculture. La Syrie, qui exportait du blé, a vu sa production diminuer à tel point qu'à partir de 2008, elle a dû importer des céréales pour subvenir aux besoins des villes surpeuplées en partie aussi à cause des réfugiés irakiens. Selon les estimations des Nations Unies, l'Irak perd chaque année environ 250 kilomètres carrés de terres fertiles. On peut prévoir qu'entre 2018 et 2019, les surfaces irriguées subiront une grosse réduction à cause de la désertification qui avance inexorablement. A Ninive, le Gouvernement a interdit les cultures de riz et de blé parce qu'elles exigent trop d'eau. Les conditions les plus dramatiques se concentrent à Bassora, dans le sud du pays, où le lit du Tigre est pratiquement à sec. La situation sanitaire est désastreuse, avec des dizaines de cas d'empoisonnement dus à la pollution de l'eau. Et le précieux travail des ONG devient de plus en plus difficile.

On peut craindre concrètement un exode de masse. Dans les derniers mois, 650 villages situés le long de la frontière avec la Turquie, dont les barrages ont diminué de 40% la portée du Tigre, ont été privés d'eau, et leurs habitants ont été obligés d'abandonner leurs lieux d'origine. Les espaces d'habitation, peu surs et fragiles, rétrécissent. Selon les observateurs, si la situation ne change pas, des millions d'irakiens et de syriens quitteront les campagnes pour se réfugier dans les villes, provoquant ainsi une augmentation démesurée du besoin d'eau et de services d'hygiène qui entrainera inévitablement une crise économique et sociale, dans des pays déjà divisés et privés d'une vision commune sur l'après Daesh, et dans lesquels l'insécurité, la pauvreté, le manque d'informations et de perspectives certaines, font grandir la peur et l'incertitude parmi les populations.

La question de l'eau au Proche-Orient doit être abordée sous un angle régional multisectoriel et politique, dans la pleine conscience que la question des droits en matière hydrique est liée de façon indissociable aux problèmes fondamentaux du territoire, de la souveraineté, de la sécurité et ainsi de suite. Les initiatives prises par les gouvernements et les solutions proposées par la diplomatie qui ont marqué les dernières décennies, mais que je n'évoquerai pas par manque de temps, sont toutes valables, mais les résultats sont plutôt médiocres. Pour éviter une situation de stress hydrique, qui mènera difficilement à un conflit violent, étant donné que la compétition pour l'eau continuera à provoquer des controverses et des conflits qui seront combattus en ayant recours à des armes politiques et

économiques, il est indispensable d'accomplir un effort commun et de soutenir la nécessité de favoriser, même à long terme, la signature de traités, d'accords et de protocoles internationaux visant à régler les droits de l'eau et la gestion concertée des bassins hydriques partagés. Tel est l'engagement inéluctable que la diplomatie doit prendre avec décision et de façon urgente.

Toutefois, il faut bien admettre que le point faible d'une approche régionale consiste dans le fait **qu'elle est subordonnée à la paix.**

La solution consistant en une coopération régionale qui engagerait tous les pays et qui aurait pour objet la gestion partagée des ressources hydriques, confiée par exemple à un organisme international, une Autorité ou une Commission intergouvernementale entre les pays concernés, **n'est adoptable que dans une situation post pacem.**

L'hypothèse selon laquelle, aujourd'hui, deux pays martyrisés par la guerre et un troisième qui profite de leur faiblesse pour renforcer sa propre domination sur les ressources hydriques, dans un contexte régional encore caractérisé par le conflit arabo-israélien, accepteraient de s'asseoir autour d'une table et de négocier des questions fondamentales de nature politique, semble difficilement envisageable.

Cependant, une telle constatation ne devra pas nous empêcher de concentrer nos efforts ni de stimuler la coopération entre les pays en conflit, et en même temps, d'informer, de créer un mouvement d'opinion de façon correcte et loyale, et de soutenir avec plus de courage le respect des droits des individus et des populations à l'eau, à son utilisation juste et solidaire.

La communauté internationale est appelée à exercer, à travers la diplomatie, des pressions plus affirmées sur les pays en conflit, afin qu'ils se montrent davantage disponibles au dialogue et à la coopération, à l'échange d'informations et de know-how, à mettre en place les réformes indispensables pour améliorer la gestion de l'eau, les pratiques agricoles, les systèmes d'irrigation et à rétablir les puits. Un changement est nécessaire, avant qu'il ne soit trop tard. Un engagement plus efficace et plus concret de la part de l'Union Européenne et des Nations Unies s'impose. Une révision des organismes intergouvernementaux est à prévoir. L'Union pour la Méditerranée devrait être dotée d'une force politique majeure, avec moins de bureaucratie et davantage de rapidité dans les décisions. On a besoin d'immenses ressources financières pour la reconstruction, les

infrastructures hydriques et énergétiques, les services sanitaires, la dépuración, l'aide à l'agriculture. Mais malheureusement, nous devons admettre que, par expérience, nous savons que ces interventions demanderont de longues périodes de décision et d'intervention, alors que les effets dramatiques des changements climatiques continueront dans cette région à réduire la disponibilité en eau, à aggraver la pauvreté, la dégradation de l'environnement, la sécurité et à dévaster les cultures en accélérant la fuite des agriculteurs vers un destin incertain.

Les actions de terrain, qui pour le moment apparaissent comme les plus réalisables, devront repartir des deux fleuves, en comptant sur l'apport des bénévoles internes des pays et sur les ONG qui opèrent déjà dans la région. L'objectif : **faire prévaloir les intérêts du fleuve** et restituer à l'eau et à l'environnement fluvial sa valeur originelle, à travers la participation des citoyens, des institutions locales, des agriculteurs, des éleveurs et des entrepreneurs, cela dans une vision nouvelle et partagée ayant comme but une gestion durable du fleuve.

Favoriser l'information et la participation visant à la naissance de « **communautés du fleuve** » avec l'objectif de partager l'utilisation rationnelle de l'eau, en assumant en même temps le rôle de **communautés résilient**, en mesure de se défendre des effets des changements climatiques : tels sont les objectifs prioritaires des responsables des plus grands fleuves et lacs transfrontaliers des cinq continents qui se sont rencontrés lors du Sommet International sur l'Eau et le Climat qui s'est tenu à Rome en octobre 2017 à l'initiative du Gouvernement italien, à la suite de la COP 21 de Paris, en partenariat avec l'UNECE, le RIOB, l'Alliance des Entreprises et Aquamadre.

« **En mesòs potamòs** », en grec, entre les fleuves. La Mésopotamie, « **le berceau de la civilisation** », où les sites archéologiques et environnementaux, uniques et d'une beauté extraordinaire, déclarés patrimoine de l'Humanité par l'UNESCO, le légendaire « **Croissant fertile** » traversé par le Tigre et l'Euphrate, les deux fleuves mythiques le long desquels, il y a des milliers d'années, sont apparues les premières villes états, les premières formes d'écriture et ont été réalisées les premières œuvres hydrauliques, fruit de l'intelligence de l'homme, **ne peuvent et ne devront pas connaître un destin funeste.**

Dans cette région géographique, l'eau a montré dans sa manifestation la plus grandiose **qu'elle est essentielle à la vie**, à l'environnement et au développement socio-économique.

Nous devons nous convaincre que la société civile et les communautés locales auront un rôle très important à jouer dans la sauvegarde du patrimoine hydrique, environnemental et culturel de la Mésopotamie. Mais c'est de notre capacité de communiquer et de faire pression, de notre engagement, qu'il dépendra que la Mésopotamie, avec ses deux fleuves historiques, **devienne un totem identitaire de dimension globale**, et un exemple de la valeur et du rôle que l'eau a eus et aura pour l'avenir de l'humanité.

Walter Mazzitti